



**PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**Plateforme Régionale
des Achats de l'État
HAUTS-DE-FRANCE**

PRÉFET DE LA RÉGION HAUTS-DE-FRANCE

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL POUR LES AFFAIRES RÉGIONALES

Plate-forme Régionale des Achats des Hauts-de-France
12, rue Jean sans Peur
59 039 Lille cedex

Règlement de la Consultation (RC) commun à l'ensemble des lots

Maintenance préventive et corrective des portes, portails, rideaux métallique et autres dispositifs de fermetures automatiques et semi-automatiques pour les services et établissements publics de l'Etat en région Hauts-de-France

Accord-cadre mono-attributaire à bons de commandes
Appel d'offres ouvert

Référence de consultation : PFRA-HDF-2026-Portes-et-portails

Date et heure limites de remise des plis :
Lundi 3 novembre 2025 à 12h00

Pour certains sites, des **visites obligatoires sont
organisées conformément aux dispositions de l'article
5.5 du présent document**

Table des matières

Article 1 - ACHETEUR.....	3
Article 2 - OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
Article 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	3
3.1 Procédure de passation.....	3
3.2 Allotissement.....	3
3.3 Limitation du nombre de lots attribués à une même entreprise.....	4
3.4 Forme et étendue de l'accord-cadre.....	4
3.5 Durée de l'accord-cadre.....	4
3.6 Lieu d'exécution.....	4
3.7 Variantes.....	4
3.8 Prestations supplémentaires éventuelles.....	4
Article 4 - INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE.....	5
Article 5 - INFORMATION DES CANDIDATS.....	5
5.1 Contenu des documents de la consultation.....	5
5.2 Modalités de retrait et de consultation des documents.....	5
5.3 Demande de renseignements complémentaires.....	6
5.4 Modification des documents de la consultation.....	6
5.5 Visites préalables à la remise des offres - OBLIGATOIRE.....	6
5.6 Prolongation du délai de réception des offres.....	7
Article 6 - CANDIDATURE.....	7
6.1 Présentation de la candidature.....	7
6.2 Candidater avec un sous-traitant.....	7
Article 7 - OFFRE.....	7
7.1 Présentation de l'offre.....	7
7.2 Analyse des offres.....	8
7.3 Durée de validité des offres.....	9
Article 8 - MODALITÉS DE TRANSMISSION DES PLIS.....	9
8.1 Date et heure de réception des plis.....	9
8.2 Conditions de transmission des plis.....	9
Article 9 - LANGUE.....	9
Article 10 - ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	10
10.1 Mise au point.....	10
10.2 Signature de l'accord-cadre.....	10
10.3 Attestations à l'attribution et en cours d'exécution de l'accord-cadre.....	10
Article 11 - CONTENTIEUX.....	10

Article 1 - ACHETEUR

Monsieur le Préfet de la région Hauts-de-France

12, rue Jean sans Peur - 59039 LILLE CEDEX

Représenté par M. le secrétaire général pour les affaires régionales (**SGAR Hauts-de-France**).

La personne publique habilitée à signer et notifier le marché est le Préfet et, par délégation, le Secrétaire général pour les affaires régionales de la région Hauts-de-France.

Le pouvoir adjudicateur est représenté par la Directrice de la plate-forme régionale des achats (PFRA).

Services et établissements publics de l'État bénéficiaires :

Les services et les établissements publics de l'Etat adhérant au présent marché sont dénommés « services bénéficiaires ». Ils sont listés à l'annexe 1 du cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

Chaque service prescripteur est seul responsable des prestations du présent accord-cadre qu'il ordonne, dans le respect des stipulations du contrat.

Article 2 - OBJET DE LA CONSULTATION

Plusieurs services et établissements publics de l'État ont décidé de coordonner leurs besoins concernant l'entretien courant, la maintenance préventive et corrective des portes, portails, rideaux métalliques et autres dispositifs de fermetures automatiques et semi-automatiques.

La Préfecture de Région Hauts-de-France coordonne l'achat de ces prestations.

La consultation est lancée en vue de la passation d'un accord cadre à bons de commandes suivant l'allotissement à l'article suivant.

Article 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1 Procédure de passation

L'accord-cadre est passé selon une procédure d'appels d'offres ouvert selon l'article R.2124-2 du Code de la commande publique.

3.2 Allotissement

Le présent accord-cadre se décompose en quatre (4) lots définis de la manière suivante :

Allotissement	Désignation	Montants	Nombre estimé d'équipements
Lot n°1	Département du Pas de Calais (62)	Sans minimum Maximum 2 000 000 € HT / 4 ans	427
Lot n°2	Département du Nord (59) - Arrondissements de Lille et Dunkerque	Sans minimum Maximum 3 200 000 € HT / 4 ans	699

Lot n°3	Départements du Nord (59)– Arrondissements de Douai, Cambrai, Valenciennes et Avesnes-sur-Helpe	Sans minimum Maximum 2 000 000 € HT / 4 ans	397
Lot n°4	Départements de l'Aisne (02), de l'Oise (60) et de la Somme (80)	Sans minimum Maximum 4 800 000 € HT / 4 ans	1090

3.3 Limitation du nombre de lots attribués à une même entreprise

Les candidats peuvent déposer une offre pour chacun des lots.

Trois (3) lots maximum peuvent être attribués à un même candidat.

Les soumissionnaires indiquent l'ordre de préférence d'attribution des lots dans l'« Annexe 1 au RC - ordre de préférence d'attribution des lots ». Cette annexe est remise au moment du dépôt de l'offre.

Le classement est effectué suivant les notes obtenues au regard des critères de jugement des offres. La limitation du nombre de lots n'a aucune incidence sur le classement qui reste inchangé tout au long du processus d'attribution.

L'annexe est actionnée uniquement dans le cas où un candidat est classé en position d'attribution pour plus de 3 lots à l'issue de l'analyse des offres. Dans ce cas, le candidat se voit attribuer les 3 lots dans l'ordre de préférence de sa liste.

Toutefois, en l'absence de candidats suffisants sur un lot, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'exonérer de la limitation du nombre de lots attribués à un même titulaire.

Si le candidat ne remet pas cette annexe, la PFRA se réserve le choix d'attribution des lots concernés.

3.4 Forme et étendue de l'accord-cadre

L'accord-cadre est mono-attributaire pour tous les lots – un (1) titulaire par lot.

Chaque lot donne lieu à la passation d'un accord-cadre à bons de commande. Les modalités d'émission des bons de commande sont décrites dans le CCAP.

3.5 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée de validité ferme de 24 mois à compter de sa notification. Il est renouvelable par tacite reconduction pour deux périodes de 12 mois.

3.6 Lieu d'exécution

Les prestations objet du présent accord-cadre concernent les services de l'État et certains établissements publics en région Hauts-de-France (Liste non exhaustive en Annexe 1 au CCAP).

Par ailleurs, dans le CCAP, les modalités d'ajout et de retrait de sites sont prévus.

3.7 Variantes

Les variantes sont interdites. L'offre doit donc être strictement conforme aux pièces de l'accord-cadre.

3.8 Prestations supplémentaires éventuelles

Aucune prestation supplémentaire éventuelle n'est prévue.

Article 4 - INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Pour promouvoir l'emploi et favoriser l'insertion, **la PFRA** souhaite solliciter les opérateurs économiques qui répondent à ses marchés publics en mobilisant la possibilité ouverte par l'article L2112-2 du code de la commande publique.

L'opérateur économique attributaire, est tenu, pour l'exécution de l'accord-cadre, de réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi des personnes rencontrant des difficultés professionnelles et/ou sociales particulières telles que définies dans les articles suivants.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition serait irrecevable pour non-conformité au cahier des charges.

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, **la PFRA** a mis en place une procédure spécifique d'assistance, gérée par un facilitateur de la clause sociale au sein de :

Mission Emploi Lys-Tourcoing
85 rue des Ursulines 59200 Tourcoing
Contact : M. Hugo VANDAMME
03.20.28.82.20 / 06.33.33.22.40
hvandamme@lamelt.fr

Article 5 - INFORMATION DES CANDIDATS

5.1 Contenu des documents de la consultation

Les documents de la consultation mis à disposition sont les suivants :

- le présent règlement de consultation (RC) commun à l'ensemble des lots et ses annexes :
 - annexe 1 : Ordre de préférence dans l'attribution des lots ;
 - annexe 2 : Attestation de visite obligatoire ;
 - annexe 3 : Cadre de réponse technique (CRT) commun à l'ensemble des lots ;
 - annexe 4 : « recensement parcs et visites » (1 onglet par lot) dans lesquelles figurent les caractéristiques techniques des appareils et les sites à visiter (avec contact) ;
- l'acte d'engagement (AE) commun à tous les lots et ses annexes (dont les bordereaux des prix unitaires pour chacun des lots : BPU – Annexes 2 à 5 de l'AE + BPU communs en annexes 1, 6 et 7)
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à l'ensemble des lots et ses annexes :
 - annexe 1 : Liste des services bénéficiaires ;
 - annexe 2 : Conditions d'accès aux établissements pénitentiaires ;
 - annexe 3 : Conditions d'accès dans les services de police et de gendarmerie ;
 - annexe 4 : Procédures de sécurité et de dématérialisation.
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun à l'ensemble des lots ; et son annexe 1 : liste des prestations de maintenance minimale

5.2 Modalités de retrait et de consultation des documents

Les documents de la consultation sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plateforme des achats de l'État (PLACE) (www.marches-publics.gouv.fr).

L'attention du candidat est appelée sur le fait qu'il lui appartient de s'inscrire (et bien veiller à s'identifier) sur la plateforme pour pouvoir être informé des questions réponses des candidats et des éventuelles modifications qui pourraient être apportées au dossier de consultation des entreprises.

5.3 Demande de renseignements complémentaires

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE) :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2815478&orgAcronyme=g6l>

Les questions et les demandes de renseignements complémentaires seront reçues jusqu'au 10ème jour avant la date limite de remise des offres et les réponses seront communiquées aux candidats au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres.

5.4 Modification des documents de la consultation

Des modifications de détail peuvent être apportées aux documents de la consultation au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de remise des offres.

Les modifications ne pourront être communiquées qu'aux candidats dûment identifiés lors du retrait du dossier. En effet les candidats qui téléchargent les dossiers de manière anonyme ne peuvent recevoir les modifications dans la plateforme électronique des échanges. Il est donc nécessaire à chaque candidat de s'identifier.

Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié. Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et l'heure limite de réception des offres.

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue dans le délai fixé pour la remise des offres.

5.5 Visites préalables à la remise des offres - OBLIGATOIRE

Dans le cadre de la préparation de sa réponse, le candidat **doit** procéder à l'ensemble des visites qui sont à l'annexe 4 au RC « recensement parcs + liste des sites à visiter ».

Ces visites sont obligatoires et doivent se faire pendant le délai de consultation pour le (ou les) lot(s) pour lesquels il souhaite déposer une offre.

=> Les visites sont à effectuer au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres.

=> Les candidats se rapprocheront dans les meilleurs délais des gestionnaires de site pour convenir des jours et horaires de visites qui pourront être regroupées pour l'ensemble des candidats (coordonnées mentionnées dans le fichier).

Ces visites sont obligatoires et donnent lieu à la signature d'une **attestation de visite par site** qui est signé par le représentant du service bénéficiaire (le candidat doit imprimer une attestation qu'il devra fournir le jour de la visite à ce dernier – Attestation jointe en annexe 2 au RC).

Chaque attestation devra être fournie dans l'offre du candidat.

Ces visites sont rendues obligatoires afin que les candidats prennent conscience des contraintes (attentes, contrôle, étendue des bâtiments...). Les contraintes relatives à ces sites ne pourront être soulevées par le titulaire en cours d'exécution, et ne pourront faire l'objet d'un surcoût en cours d'exécution, que le titulaire ait ou non réalisé la visite sur site.

5.6 Prolongation du délai de réception des offres

Lorsqu'une réponse nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fournie 6 jours calendaires avant la date limite de réception des offres, ou en cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres est reporté proportionnellement à l'importance des modifications apportées et dans les conditions prévues à l'article R. 2151-4 du Code de la commande publique.

Article 6 - CANDIDATURE

6.1 Présentation de la candidature

Afin de simplifier l'accès des entreprises à la commande publique, il n'est exigé de remplir que l'encart « Déclaration sur l'honneur » prévu à l'acte d'engagement. Les candidats ne doivent remettre aucune autre pièce. Seul l'attributaire sera sollicité avant notification pour les vérifications de candidature.

6.2 Candidater avec un sous-traitant

Les candidats peuvent faire appel à la sous-traitance, qu'ils soient candidats uniques ou réunis au sein d'un groupement d'entreprises.

S'il souhaite que les capacités du ou des sous-traitants soient prises en compte lors de l'évaluation de sa candidature, le candidat présente un dossier pour chaque sous-traitant comprenant les capacités du sous-traitant et la preuve que le candidat en disposera pour l'exécution de l'accord-cadre (ex : engagement du sous-traitant attestant qu'il va mettre ses capacités à disposition du candidat pour l'exécution de l'accord-cadre). À défaut, les capacités de ces sous-traitants ne seront pas prises en compte.

Article 7 - OFFRE

7.1 Présentation de l'offre

L'offre du candidat comporte les pièces suivantes :

Tableau des pièces à fournir au titre de l'offre <u>pour chaque lot</u>	
Pièces à fournir	Format souhaité
1. L'acte d'engagement complété (1 par lot)	DOCX/ ODT / PDF si signé
2. Les annexes financières : - Annexe 1 à l'AE : BPU prestations forfaitaires par type d'équipement - Annexes 2 à 5 à l'AE : BPU prestations forfaitaires par lot et par service - Annexe 6 : BPU taux horaires de MO pour la maintenance corrective - Annexe 7 : BPU pièces détachées pour la maintenance corrective	XLSX / ODS
3. L'annexe n°2 au règlement de la consultation : attestations complétées et signées pour l'ensemble des sites du lot candidaté dont la visite est obligatoire par le candidat	PDF
4. L'annexe n°1 au règlement de la consultation relative : l'ordre de préférence d'attribution des lots	DOCX/ ODT / PDF

5. L'annexe n° 3 au règlement de la consultation : cadre de réponse technique complété, et tout autre élément jugé nécessaire à la présentation de son offre	DOCX/ ODT / PDF
6. RIB devant correspondre aux informations renseignées à l'acte d'engagement	PDF
7. annexe 1 au CCTP : « iste des prestations de maintenance minimale » si des modifications y sont apportées	XLSX / ODS

7.2 Analyse des offres

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, sont éliminées.

Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

L'acheteur peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre.

Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation ni à une modification de l'offre.

Comme indiqué dans le présent règlement de consultation, une clause de limitation du nombre de lots pouvant être attribués à une même entreprise a été prévue. Le nombre maximal de lots pouvant être remporté est fixé à 3 lots géographiques. Les modalités sont précisées à l'article 3-3 du présent règlement de consultation.

Les offres des candidats présentant des capacités suffisantes seront évaluées au regard des critères de jugement des offres suivants et feront l'objet d'un classement respectant la pondération des critères indiquée ci-dessous :

CRITÈRES	PONDÉRATION
Critère 1 : Prix Évalué à partir du Bordereau de Prix Unitaires joint à la consultation.	Noté sur 60 points au total
Critère 2 : Valeur technique Se référer au questionnaire de valeur technique joint à la consultation qui reprend les axes suivants :	Noté sur 40 points au total
Équipe dédiée aux prestations	15 points
Moyens d'intervention disponibles et mobilisables pour assurer la maintenance préventive et corrective	12 points
Méthodes et outils d'organisation permettant d'assurer le reporting des interventions, le recensement des équipements, la traçabilité des opérations de maintenance préventive et corrective, le planning	8 points
Démarches qualités et environnementales engagées par l'entreprise	5 points

Discordance dans l'offre des prix : au cours de l'analyse des offres, en cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le BPU des prestations forfaitaires par type d'équipement prévaudront sur le bordereau des prix unitaires par lot et par services.

Si le candidat est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier le montant de son offre dans une mise au point de l'accord-cadre. En cas de refus, son offre considérée comme irrégulière.

En cas de ligne non remplie dans l'annexe financière, l'acheteur a la faculté de faire une régularisation et donc de vous demander de remplir la ligne.

L'analyse des offres se fera lot par lot. Il y aura donc un classement pour chacun des lots et chaque lot sera attribué séparément.

Limitation du nombre de lots pouvant être attribués à un même opérateur économique : un même candidat ne peut se voir attribuer plus de trois (3) lots. Si ce maximum devait être dépassé, les règles indiquées à l'article 3.3 - Limitation du nombre de lots attribués à une même entreprise du présent document seront appliquées.

La note finale de l'offre sera obtenue par addition de toutes les notes pondérées.

Les offres seront ainsi classées de la meilleure à la moins bonne. **En cas d'égalité entre deux offres, celle qui aura la meilleure note sur le critère du prix sera classée en meilleure position.**

7.3 Durée de validité des offres

Les offres sont valables 4 mois à compter de la date limite de remise des plis.

Article 8 - MODALITÉS DE TRANSMISSION DES PLIS

8.1 Date et heure de réception des plis

Les plis devront être transmis à la date et l'heure indiquées en page de garde du présent document.

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées en page de garde. Les plis qui sont reçus ou remis après ces date et heure ne sont pas ouverts.

Les plis et la "copie de sauvegarde" parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

8.2 Conditions de transmission des plis

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, **seule est ouverte la dernière offre reçue** dans le délai fixé pour la remise des offres. Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés.

Aucun envoi papier, par télécopie ou courriel ne sera accepté.

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur la plate-forme "PLACE" : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Article 9 - LANGUE

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnées d'une traduction en français.

En cas de candidature sous forme de DUME, ce dernier doit être rédigé en français.

Article 10 - ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est attribué aux soumissionnaires dont l'offre est conforme et économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution énoncés dans le présent règlement de la consultation. La note globale reçue (après pondération des critères) permet le classement de chacun des soumissionnaires.

Les soumissionnaires évincés sont informés du rejet de leur offre dans les conditions fixées à l'article R. 2181-1 et suivants du Code de la commande publique.

10.1 Mise au point

L'acheteur et l'attributaire retenu peuvent procéder à une mise au point des composantes de l'accord-cadre. Cette mise au point ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre ou de l'accord-cadre.

10.2 Signature de l'accord-cadre

Si l'attributaire n'a pas déposé une offre signée électroniquement, une demande tendant à l'envoi des documents de l'offre signés électroniquement lui sera adressée et il devra y répondre dans le délai qui lui sera imparti.

Pour des raisons de double signature électronique (attributaire et préfecture de région), il est demandé au soumissionnaire de signer l'acte d'engagement en format PDF uniquement (pas en word).

La signature électronique doit respecter les exigences prévues en annexe 4 du CCAP.

10.3 Attestations à l'attribution et en cours d'exécution de l'accord-cadre

Le titulaire produit, tous les ans, les attestations fiscales et sociales et tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les pièces (travail dissimulé) prévues aux art. D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail.

La PFRA Hauts-de-France vous simplifie cette formalité en mettant à votre disposition gratuitement une plate-forme. Ces documents sont déposés par le titulaire sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestation.fr>



Article 11 - CONTENTIEUX

Les modalités de règlement amiable des différends sont prévues dans le CCAG aux marchés de fournitures courantes et services.

Avant toute saisine des juridictions compétentes, les parties sont invitées à mettre en place une médiation en saisissant directement le Médiateur des marchés publics selon les modalités précisées sur le site : www.mediation-des-marches-publics.fr

Charte 
RELATIONS FOURNISSEURS
ET ACHATS RESPONSABLES

En tant que signataire de la charte relation fournisseurs responsables, la Plateforme régionale des achats de l'État Hauts-de-France (PFRA) veille à la qualité des relations entre les administrations bénéficiaires et les entreprises attributaires. Aussi, pour toute question ou règlement amiable, vous pouvez joindre :

Emeline PAVY
Médiatrice interne
emeline.pavy@hauts-de-france.gouv.fr

En cas de litige, et après échec de la médiation, le droit français est seul applicable et les tribunaux français seuls compétents. En cas de contentieux né de l'attribution ou de l'exécution du présent accord-cadre, le juge du tribunal administratif de Lille, territorialement compétent, est seul saisi du litige juridictionnel.

La juridiction compétente est le tribunal administratif de Lille dont les coordonnées sont les suivantes :

Tribunal administratif de Lille
5 rue Geoffroy Saint-Hilaire
CS 62039
59014 Lille Cedex
greffe.ta-lille@juradm.fr
+33 3 59 54 23 42
<http://lille.tribunal-administratif.fr/>

Voies et délais de recours contentieux :

- Référé pré-contractuel (article L 551-1 du CJA), la requête devant être introduite avant la signature du contrat notamment par les candidats évincés et potentiels ;
- Référé contractuel (article L 551-13 du CJA) dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution (ou, à défaut d'un tel avis, dans un délai de 6 mois à compter de la conclusion du contrat) ;
- Recours en contestation de validité du contrat et des actes détachables du contrat préalable à sa conclusion (recours de pleine juridiction prévu par la décision CE Ass, 4 avril 2014, Département de Tarn-et-Garonne, n°358 994) par tout tiers sans considération de sa qualité susceptible d'être lésé dans ses intérêts. Ce recours est assorti, le cas échéant de conclusions indemnitaires pouvant intervenir après sa formation. Il doit être exercé dans un délai de deux mois à compter de la publicité de la conclusion de l'accord-cadre ;
- Recours pour excès de pouvoir (article R 421-1 et suivants du CJA) dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de la notification de la décision attaquée (son champ est restreint depuis la décision Département de Tarn et Garonne de 2014).